

**Zeitschrift:** Traverse : Zeitschrift für Geschichte = Revue d'histoire  
**Band:** 3 (1996)  
**Heft:** 2

**Buchbesprechung:** Naissance du Chômeur 1880-1910 [Christian Topalov]

**Autor:** Rosende, Magdalena

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

**Download PDF:** 04.10.2024

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

de constater que le chômage est construit le long d'un axe de rendement industriel.

Significations: ce chapitre regroupe les contributions qui se sont penchées sur le domaine délicat des différences d'interprétation des questions de la pauvreté et du chômage: celles qu'en faisaient les contemporains et celle des chercheurs d'aujourd'hui. Au sujet de ces derniers, le chapitre à visée méthodologique sur les pièges auxquels peut aboutir l'analyse statistique des données visant à établir un constat global du chômage de masse est à saluer pour sa rigueur et pour les ouvertures qu'il offre.

Les oppositions des deux côtés de la Manche sont très marquées dans la construction intellectuelle des solutions à apporter au chômage. Les propositions anglaises sont de nature économique avec des visées très pragmatiques. La formulation et l'émergence de la catégorie «chômage» s'inscrivent en effet dans un projet dynamique de développement économique qui nécessite une meilleure organisation du marché du travail. D'où la création en 1911 d'un réseau national de bourses du travail et du National Insurance Act, régime d'assurance-chômage obligatoire géré par l'Etat et financé par cotisations. En France, par contre, il n'y a pas de lien établi entre le dynamisme économique et la construction du statut du chômeur. Les réformateurs français optent pour une approche globale du phénomène du chômage débouchant sur des solutions de nature juridique qui empruntent la voie du positivisme. Ici, l'individu est responsable devant la loi, et l'Etat est là pour garantir l'équité et préserver le lien hiérarchique de travail. Car c'est autour du contrat de travail, du lien de subordination qui lie l'employeur à l'établissement qui l'engage que se crée la figure du chômeur. Ce lien donne au travailleur des droits garantis par l'Etat en cas de litige avec l'employeur qui lui permettent de

prétendre au chômage. L'hétérogénéité des pratiques d'emploi ne favorisant pas les solutions à l'échelle nationale, le gouvernement décide en 1905 d'allouer des subventions publiques aux caisses locales de chômage. Mais le résultat est qu'hormis Paris la distribution de l'aide aux chômeurs reste très dispersée.

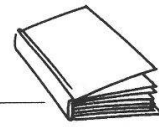
Que l'on ne s'imagine toutefois pas que ces premières règles inscrites marquèrent l'apparition d'un marché du travail uniforme «moderne», ni n'annoncèrent une identité commune à tous les chômeurs. Car il ne faut pas perdre de vue que les premiers contours donnés au chômage contribuent à le former «après coup». C'est petit à petit, grâce au fait d'être anticipé, nommé, classifié, intériorisé par les différents protagonistes que le chômage s'est matérialisé et qu'il a pris «une réalité croissante et fortement consistante». Car le pari des réformateurs consiste, à travers l'invention du chômage, à créer un instrument au service des changements perçus comme nécessaires dans une société en mouvement.

*Ingrid Liebeskind Sauthier (Genève)*

**CHRISTIAN TOPALOV**  
**NAISSANCE DU CHÔMEUR**  
**1880-1910**

ALBIN MICHEL, PARIS 1994, 626 P., FS 50.-

Dans cet ouvrage de grande actualité, Christian Topalov brosse une formidable histoire du chômage à partir d'une confrontation serrée des expériences française, britannique et nord-américaine. L'auteur se penche non sur le phénomène lui-même, mais sur les représentations scientifiques qui vont former pendant longtemps notre sens commun du chômage et de l'emploi. Ce retour sur la «longue et difficile genèse de la forme d'emploi salarié, longtemps dominante,



qui semble aujourd'hui en train de se défaire» (14) permet de mieux mesurer la portée des bouleversements en cours. En effet, dans le contexte actuel du développement généralisé de formes d'emploi précaires et du caractère permanent et massif du chômage, l'expérience du travail salarié, stable et régulier devient pour un nombre croissant d'individus l'exception. Parallèlement à l'augmentation régulière du chômage, on constate l'apparition d'un vocabulaire oublié depuis longtemps: les «nouveaux pauvres» ou «the under-class». Ce parcours dans l'histoire du chômage peut aussi être lu comme l'histoire du travail moderne.

Le chômage dans son acception actuelle ne fut pas «découvert» par les philanthropes du XIXe siècle mais «inventé». Cette invention est apparue avec la mutation des structures de l'emploi qui constitue une des facettes de la seconde révolution industrielle. Mais les catégories de «chômeur» et de «chômage» ne sont pas tout simplement nées du développement du salariat industriel, elles ont également résulté du démantèlement et de la réorganisation d'autres catégories, comme celle de la pauvreté. Comment se sont opérées la perception de cette nouvelle réalité et sa construction comme catégorie du langage, de la statistique, de la théorie économique et des politiques sociales? Tels sont les propos de l'auteur.

«Voyage dans les mots, les sciences et les conflits qui ont présidé à la naissance du chômeur» (407), l'enquête de Christian Topalov n'aborde ni l'application des programmes des «inventeurs» du chômage ni la création d'institutions nouvelles, mais examine «la mise en place des conditions de possibilités de ces réformes, c'est-à-dire l'émergence de consensus sociaux suffisants sur la nature du problème à traiter et les méthodes nécessaires pour y parvenir». (14) Le chômeur est indissociablement lié au salarié

régulier de l'entreprise, qui de plus en plus définit la figure moderne du travailleur. Au XIXe siècle, l'irrégularité de l'emploi, qui relevait du caractère saisonnier de la production, de la division du travail et des pratiques patronales et ouvrières, était en effet la règle. Les «chômagés», c'est-à-dire les situations de non-emploi, étaient nombreux. Travailleurs et travailleuses ont d'ailleurs fortement résisté à l'enfermement dans la régularité qui accompagne la rationalisation industrielle et la création d'une classe ouvrière stable et constante n'a pas été facile. Il a d'abord fallu distinguer les chômeurs «involontaires», ceux qui étaient privés de travail pour des causes indépendantes de leur volonté, de leurs faux frères, les «volontaires», ces travailleurs occasionnels vivant dans les quartiers populaires de Londres, Paris ou New York.

Pour reconstituer la genèse des catégories actuelles de «chômeur» et de «chômage», l'auteur retrace le déroulement de la Conférence internationale du chômage, qui s'est tenue à Paris en 1910, et analyse ses acteurs et ses résolutions. L'étude fouillée des dictionnaires français et anglais lui permet de saisir comment d'une polysémie originelle, où le chômage recouvre aussi bien l'oisiveté des jours de fête que l'inactivité par manque d'emploi, émerge le chômeur véritable à partir des années 1890. L'examen des modes de classements révèle les préoccupations sociales résultant du brouillage des frontières entre classes laborieuses et paupérisme lors des dépressions du dernier quart de siècle: le souci principal était de séparer les catégories de la population méritant d'être secourues du «résidu», vagabonds et autres paresseux. Les nomenclatures des enquêtes et des définitions statistiques rendent compte des classifications élaborées où l'on distingue population active, emploi et profession et où le chômage ne concerne que les seuls

salariés. Ces notions traduisent des nécessités de l'action (réformatrice, syndicale, administrative) qui se heurtent toutefois à une réalité sociale complexe. Connaissance et action se recourent: «classer n'est pas seulement observer des différences, mais les instaurer» (195). Les recensements sont à cet égard très significatifs. Christian Topalov montre comment d'un impossible dénombrement du chômage, on est passé à l'analyse de ses «causes», comment «the unemployed» laissera la place à «the unemployment». Dès 1910, la conception du phénomène ne se fonde plus sur des critères subjectifs et moralisants (les sans emploi sont coupables de leur situation), l'objectivation du chômage comme un «fait social» et un «problème industriel» s'impose. Les méthodes de calcul s'adaptent elles aussi à ce qu'elles veulent saisir. Statisticiens et économistes délaissent les chiffres réels pour les fluctuations et les tendances de longue durée. Peu à peu se fait jour l'idée que les politiques publiques doivent s'appuyer sur une meilleure connaissance des phénomènes économiques qu'il convient de mesurer pour tenter de les expliquer et peut-être de les prévoir. Quant à la vaste catégorie des «pauvres» qu'il s'agissait de démanteler en inventant le chômage, elle va disparaître avec la naissance parallèle, à celle du chômeur, du retraité, du malade, de l'invalidé, de la mère de famille sans ressources, et des autres figures créées par les *Welfare States*.

*Magdalena Rosende (Lausanne)*

## VOLKER HERRMANN VOM ARBEITSMARKT ZUM ARBEITSEINSATZ

ZUR GESCHICHTE DER REICHS-  
ANSTALT FÜR ARBEITSVERMITTLUNG  
UND ARBEITSLÖSEN-  
VERSICHERUNG 1929 BIS 1939

PETER LANG, FRANKFURT 1993, 352 S., FR. 81.-

Die soziale Dramatik der krisenhaften wirtschaftlichen Entwicklung und Massenarbeitslosigkeit zwischen 1929 und 1932 verband sich im Deutschen Reich bekanntlich mit der Staatskrise der Weimarer Republik. Umgekehrt wurden die endgültige Zerschlagung des ersten demokratischen Staatswesens in Deutschland, aber auch die Siege über die Arbeitslosigkeit in den «Arbeitsschlachten» der Nationalsozialisten den neuen Machthabern und ihren in Absetzung von der republikanischen «Systemzeit» praktizierten Massnahmen «gut»geschrieben. Das konjunkturelle Wechselbad in zwei diametral entgegengesetzten politischen Systemen trug zumindest für – erschreckend – viele Deutsche, die durch die terroristischen Aussonderungsmassnahmen und Gewaltakte der neuen Machthaber nicht getroffen wurden oder von deren politisch-ideologischen Zielsetzungen nicht grundsätzlich abrückten, dazu bei, dass sie sich in Staat und Politik der Nationalsozialisten einfügten. Noch in Meinungsumfragen der 1950er Jahre bekundeten viele die Auffassung, dass es Deutschland zwischen 1933 und 1939 «am besten gegangen» sei und damals der Arbeiter «mehr» gegolten habe, als in der Zeit der Weimarer Republik oder in den frühen Jahren der Bundesrepublik. (Vgl. Gerhard Schmidtchen, *Die befragte Nation. Über den Einfluss der Meinungsforschung auf die Politik*, Freiburg 1959, 118f.)

Der Zusammenhang von Wirtschaftskrise und Entlegitimierung der Republik auf der einen Seite wie der Krisenüber-